



Info_145_ED_2011-12
21 mai 2012

Geneviève Fioraso est nommée ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Dépêche AEF 166681 du 16-05-2012



Geneviève Fioraso,.

Geneviève Fioraso, 58 ans, députée de l'Isère, est nommée ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dans le gouvernement du Premier ministre Jean-Marc Ayrault, annonce Pierre-René Lemas, secrétaire général de l'Élysée, mercredi 16 mai 2012.

Née le 10 octobre 1954, Geneviève Fioraso est députée (PS) de l'Isère depuis juin 2007, et adjointe à l'économie, l'emploi, l'université et la recherche de la ville de Grenoble depuis 2011. Elle est également, depuis 2003, PDG de la Sem Minatec Entreprises, la plate-forme de valorisation industrielle du campus d'innovation Minatec, dédié aux micro et aux nanotechnologies. Elle a fait partie de l'équipe de campagne de François Hollande, en charge de l'innovation.

Après deux maîtrises d'anglais et d'économie, Geneviève Fioraso commence sa carrière comme professeur d'anglais à Amiens, avant de quitter l'enseignement et de s'installer à Grenoble en 1978, où elle entre dans les services de la municipalité comme chargée d'information, puis responsable de la documentation presse, avant de devenir l'attachée parlementaire du député-maire de Grenoble Hubert Dubedout, en 1983.

Elle est ensuite co-fondatrice et administratrice d'Agireemploi, une association d'insertion des jeunes (1987) puis rejoint la start-up Corys du CEA comme cadre de direction entre 1990 et 1995, avant de devenir directrice de cabinet du député-maire de Grenoble Michel Destot (1995-1999). En 1999, elle fonde et dirige l'ARN (Agence régionale du numérique), puis occupe un poste de cadre marketing à France Télécom Grenoble (2001-2004).

À l'Assemblée nationale, Geneviève Fioraso est membre de la commission des Affaires économiques, membre de l'Opecst (Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) et rapporteur pour avis des budgets de l'industrie, l'énergie, le développement durable et la recherche technologique. Elle a notamment rédigé un rapport parlementaire sur la croissance verte (2009) et un rapport de l'Opecst sur la biologie de synthèse (2012).

« Il faut rénover le dialogue avec les chercheurs, cesser de multiplier les structures et rééquilibrer les crédits »

Dépêche AEF 166754 du 18-05-2012

« Le monde de l'enseignement supérieur et de la recherche ne mérite pas de bousculade. Mettons à l'abri les chercheurs de la compétition frénétique entre territoires et de la recherche effrénée des crédits. » C'est ce que déclare Geneviève Fioraso, nouvelle ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du gouvernement de Jean-Marc Ayrault, lors de la passation de pouvoir avec son prédécesseur Laurent Wauquiez, jeudi 17 mai 2012 à Paris. « Il faut rénover le dialogue avec les chercheurs, cesser de multiplier les structures et rééquilibrer les crédits entre les territoires », poursuit-elle. La ministre ajoute « qu'il n'y aura pas de saupoudrage » et assure « qu'aucun territoire ne sera asséché en matière de recherche ».

Par ailleurs, Geneviève Fioraso estime qu'il est important « de retrouver le calme, la confiance et la simplicité ». « Nous ferons un état des lieux des différentes structures issues des investissements d'avenir pour simplifier le paysage », fait-elle savoir. « Nous devons mutualiser les financements, définir de grandes priorités et travailler davantage avec l'Europe sur les grands thèmes qui vont conditionner notre avenir », avance la ministre qui indique vouloir « donner envie à la jeunesse de se battre pour ne pas céder à la morosité ».

L. WAUQUIEZ : « Le bilan su supérieur est le plus solide du quinquennat »

De son côté, Laurent Wauquiez s'est dit « ému de quitter une équipe exceptionnelle et un secteur qui a été métamorphosé en cinq ans ». « Le bilan de l'enseignement supérieur et de la recherche est sans doute le plus solide du quinquennat », argue-t-il. « Vous aurez des batailles à mener avec Bercy pour obtenir des crédits », prévient Laurent Wauquiez. « Je saurai arracher les moyens qu'il faut », répond Geneviève Fioraso qui fait savoir à AEF que « son directeur de cabinet sera justement quelqu'un en capacité de négocier les crédits avec le ministère de l'Économie, à Bercy ».

« Vous aurez la tâche de fluidifier le processus des investissements d'avenir, en évitant le saupoudrage pour privilégier l'excellence », avertit Laurent Wauquiez. « Remettre l'enseignement supérieur et la recherche au coeur de la république était l'objectif. Un grand chemin a été parcouru et nous pouvons en être fiers », se félicite-t-il. Enfin, Laurent Wauquiez conclut en soulignant que le fait d'avoir été ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche représentait pour lui « un engagement fondateur ».

Nouvelle hiérarchie des valeurs : la science, la recherche et l'intelligence seront plus respectées que l'argent (F. Hollande)

Dépêche AEF 166619 du 15-05-2012

« Les années qui viennent doivent être celles d'une nouvelle hiérarchie des valeurs, au sommet de laquelle la science, la recherche, l'intelligence, la volonté d'apprendre et de transmettre seront les vertus les mieux reconnues et les plus respectées, bien davantage que l'argent », déclare François Hollande, nouveau président de la République, à l'occasion d'un discours prononcé à 14h aux Tuileries à Paris mardi 15 mai 2012, quelques heures après son investiture, devant un parterre composé d'élèves et de 300 personnalités. Étaient entre autres présents des politiques et anciens ministres de l'Éducation (Vincent Peillon, Jean-Pierre Chevènement, Jack Lang, Bertrand Delanoë, Manuel Valls), des universitaires (Cédric Villani, Wendelin Werner, Benjamin Stora, Michel Wievorka, Lionel Collet, Yves Lévy,...), des chefs d'établissements (Vincent Berger, François Weil, Christian Forestier, Jean-Yves Mérindol, Christian Lermينياux, Alain Fuchs...), tous les leaders syndicaux et associatifs de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, des membres ou anciens membres de la haute administration (Jean-Richard Cytermann, Michel Dellacasagrande, Pierre-Yves Duwoye...), des élus (Isabelle This-Saint-Jean, Geneviève Fioraso, Dominique Gillot, Jean-Yves le Déaut...).

Lors de ce discours, François Hollande a souhaité rendre un hommage à deux lois de Jules Ferry (1) : « la loi du 16 juin 1881 sur la gratuité de l'enseignement scolaire et la loi du 28 mars 1882 relative au caractère laïc et obligatoire de l'école », tout en précisant : « En saluant aujourd'hui la mémoire de Jules Ferry qui fut un grand ministre de l'Instruction publique, je n'ignore rien de ses égarements politiques. Sa défense de la colonisation fut une erreur morale et politique. Elle doit à ce titre être condamnée. »

« Je rétablirai la formation des enseignants »

Après avoir rappelé qu'il « rétablira la formation professionnelle des enseignants », François Hollande s'adresse aux « personnels » : « C'est vers eux que je me tourne, que j'adresse mes premiers mots : aux professeurs des écoles, aux enseignants du secondaire, aux universitaires, aux chercheurs et aussi à tous les agents des plus modestes aux plus prestigieux, à tous ceux qui ont fait le choix d'éveiller les consciences. Vous êtes au service de la France. Je connais la difficulté de votre tâche, elle en fait la grandeur. »

François Hollande, qui tout au long de la campagne pour l'élection présidentielle a répété sa priorité « pour la jeunesse », insiste sur « l'égalité, la laïcité, la mixité », « les valeurs contenues dans les lois Ferry ». « Ces principes trouveront leur place dans la politique que je conduirai pour que la jeune génération puisse vivre mieux que la nôtre », assure-t-il. « Je suis le garant de l'école publique, de l'éducation nationale, de la promesse républicaine, je suis le garant de la promesse qui est faite à une génération de s'élever au-dessus de nous », martèle-t-il en fin de discours.

Hommage à Marie Curie « Symbole de la recherche »

François Hollande se rend ensuite à l'Institut Curie, spécialisé dans la recherche clinique et fondamentale contre le cancer, où il dépose une gerbe de fleurs et se recueille brièvement au pied de la statue de Pierre et Marie Curie sous les applaudissements. Marie Curie (1867-1934), née en Pologne, a reçu deux prix Nobel, l'un en physique pour ses recherches menées avec son époux Pierre Curie sur les radiations, en 1903, l'autre en chimie concernant des recherches sur le radium et le polonium (des éléments métalliques radioactifs), en 1911. « C'est un symbole de la recherche, de l'excellence, de la femme. De l'intégration, aussi : Marie Curie était Polonaise et elle a tout donné pour la France », déclare le président de la République.

François Hollande avait annoncé qu'il voulait « abroger la circulaire Guéant » sur les étudiants étrangers dès les premiers mois suivant son élection, lors de la publication de sa « feuille de route » en avril 2012.

(1) Jules Ferry (1832-1893) a notamment été ministre de l'Instruction de février 1879 à novembre 1883. Il est à l'origine de plusieurs lois relatives à l'enseignement (création d'écoles normales pour assurer la formation d'instituteurs laïcs, gratuité et enseignement obligatoire dans le primaire, enseignement secondaire des jeunes filles, liberté d'enseignement de l'enseignement supérieur). Il a également lancé des actions coloniales en Tunisie en 1881, au Congo en 1879 et au Tonkin (Viêtnam).

L'évaluation des enseignants-chercheurs doit être mise en pratique « de façon intelligente et utile », selon F. Hollande

Dépêche AEF 166322 du 09-05-2012

« Le principe même de l'évaluation n'est contesté par personne, mais il doit être mis en pratique de façon intelligente et utile », répond François Hollande, alors candidat socialiste à l'élection présidentielle à la CP-CNU (commission permanente du Conseil national des universités) dans un courrier daté du 24 avril 2012, et publié sur le site de l'instance seulement le 4 mai. Le bureau de la CP-CNU a en effet interpellé les candidats à l'élection présidentielle le 16 février, notamment sur la question de « l'évaluation récurrente individuelle des enseignants-chercheurs ».

« Je partage les recommandations de l'Académie des Sciences qui, dans son rapport de 2009, demande de réduire le nombre d'évaluations au strict nécessaire, en distinguant les évaluations approfondies des évaluations de suivi », écrit François Hollande. « Il est également indispensable, à mes yeux, que la périodicité et les modalités des évaluations soient définies en étroite concertation avec les différents acteurs du monde universitaire et scientifique », insiste-t-il, avant de préciser que « les Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche fourniront le cadre de ces échanges aussi souhaitables que nécessaires ».

Élection de François Hollande : les réactions du Snesup-FSU, de l'Unef, de l'Unsa-Éducation et de Sud-Éducation

Dépêche AEF 166290 du 07-05-2012

Le Snesup-FSU, l'Unef, l'Unsa-Éducation et Sud-Éducation réagissent à l'élection de François Hollande à la présidence de la République le 6 mai 2012. Il bat le président sortant Nicolas Sarkozy par 51,7 % des voix contre 48,3 %. Lors de son premier discours prononcé à Tulle (Corrèze) le 6 mai au soir, le nouveau président a déclaré : « Je demande à être jugé sur deux engagements majeurs, la justice et la jeunesse. Chacun de mes choix, chacune de mes décisions se fondera sur ces seuls critères : Est-ce juste et est-ce vraiment pour la jeunesse ? (...) Est-ce que j'ai permis à la nouvelle génération de prendre toute sa place au sein de la République? »

SNESUP-FSU. « Le Snesup se réjouit d'un tel résultat qui voit Nicolas Sarkozy et sa politique clairement battus dans les urnes », fait savoir le syndicat, le 7 mai. Le Snesup-FSU, qui décrit le service public et les acteurs de l'enseignement supérieur comme étant « sinistrés par des années de contre-réforme », « demande dès maintenant à être reçu » et appelle à mettre en place une « politique ambitieuse » telle que celle proposée dans son appel.

La « rupture » que le syndicat espère passe par « l'abrogation du pacte pour la recherche, de la loi LRU et de ses décrets d'application (comités de sélection), du décret statutaire des enseignants-chercheurs, par l'abandon des processus dits 'd'excellence' pour stopper le creusement des inégalités entre établissements, l'abrogation des textes liés à la formation des enseignants et l'abrogation de la circulaire Guéant ». Cette rupture « doit se concrétiser par un collectif budgétaire avant même le projet de loi de finances 2013 », écrit le syndicat.

UNEF. L'Unef « salue la victoire d'un candidat ayant choisi de faire de la jeunesse une priorité nationale, et ayant obtenu un score de 57 % chez les 18-24 ans ». « L'Unef avertit le nouveau président élu que les attentes sont fortes et qu'il n'y aura pas de période de grâce pour les étudiants. »

« François Hollande doit concrétiser ses engagements par des actes immédiats », insiste l'organisation étudiante. L'Unef rappelle que le parcours d'autonomie « au programme du candidat, et faisant écho à la revendication de l'Unef d'allocation d'autonomie », « doit faire l'objet d'une mise en œuvre la plus rapide possible ». « La première étape doit donc être le lancement, dès la rentrée prochaine d'un plan social étudiant dans la perspective d'une allocation d'autonomie universelle d'ici 2017 ». L'organisation étudiante demande en conséquence à être reçue « au plus vite » par le nouveau président.

UNSA-ÉDUCATION. « L'élection de François Hollande à la présidence de la République ouvre un espoir dans une société fragilisée et un pays en crise », écrit Laurent Escure, secrétaire général de l'Unsa-Éducation dans un communiqué, le 7 mai 2012. « Le respect des personnels, la reprise du dialogue et de la marche vers la justice sociale, des mesures d'urgence pour la rentrée prochaine et l'engagement pour une refondation de l'école et de l'éducation dans toutes ses dimensions sont, pour l'Unsa-Éducation, les premières priorités à afficher puis à mettre en œuvre », insiste le syndicaliste.

SUD-ÉDUCATION. « La fédération Sud-Éducation ne regrettera pas l'éviction de Nicolas Sarkozy mais estime nécessaire de reprendre dès maintenant le chemin des luttes pour construire le rapport de force nécessaire afin de gagner sur nos revendications, pour l'école et contre les politiques libérales », annonce le syndicat, le 6 mai.

Lionel Collet est nommé directeur de cabinet de Geneviève Fioraso (MESR)

Dépêche AEF 166789 du 18-05-2012

Lionel Collet est nommé directeur de cabinet de Geneviève Fioraso, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, annonce le ministère vendredi 18 mai 2012. Conseiller à l'enseignement supérieur et à la recherche de Vincent Peillon, nouveau ministre de l'Éducation Nationale, pendant la campagne présidentielle, il a, en outre, présidé le comité de soutien de François Hollande durant les primaires socialistes à Lyon.

Né le 21 juin 1954, Lionel Collet est praticien-hospitalier et professeur de physiologie. Il a été président de l'université Claude-Bernard Lyon-I de février 2006 à mars 2011 et président de la CPU de 2008 à 2010.

Docteur en médecine, il obtient le doctorat d'État en biologie humaine en 1985, avant de devenir PU-PH (professeur des universités-praticien hospitalier) en 1992 et responsable du service d'audiologie et d'explorations orofaciales aux Hospices Civils de Lyon.

Lionel Collet a dirigé le laboratoire « Neurosciences et systèmes sensoriels » UMR CNRS de 1991 à 1996. Membre du Comité national de la recherche scientifique de 1995 à 2004, il est l'auteur ou le co-auteur de plus de 200 publications scientifiques dans des revues internationales